

père ont vécu ici. Quelques milliers de dollars compensent-ils la perte de tant de souvenirs?»

Puis, comme je l'ai dit cet après-midi, il y a cet éditorial intitulé «L'expropriation par l'armée sonne le glas pour un vieux et fier village» et qui se termine comme ceci:

Quelqu'un à Ottawa doit sûrement s'en soucier.

Et j'ajoute, monsieur le président, qu'on devrait sûrement s'en soucier. Voilà pourquoi je pose la question au premier ministre. Au cours des ans, nous ne nous sommes pas toujours entendus sur certains points, mais nous sommes au moins convenus que les situations fausses devaient être corrigées. Tout comme mon honorable ami de Winnipeg-Sud-Centre, je ne puis rien obtenir de ses ministres. A ces 25 familles irlandaises, ils se contentent de dire: «Voici ce que vous obtiendrez, car nous en avons décidé ainsi». Je réitère l'appel lancé au premier ministre par l'honorable député de Winnipeg-Sud-Centre. La question est maintenant entre les mains du premier ministre. Pourquoi ces pionniers du Canada, dont les familles sont établies au pays depuis des générations, devraient-ils s'entendre dire: «Quittez cette région. Partez. Pour notre part, nous ne vous accordons aucune considération».

Cette situation ne saurait continuer. Nous demandons rien d'autre que la justice. Je pensais, en soulevant cette question, avoir des résultats immédiats. Tout ce que le ministre associé dit, c'est que ces personnes recevront une compensation. Elles ne veulent pas une compensation. Elles ne veulent que justice leur soit faite, et c'est ce que nous demandons en leur nom. Je fais appel au premier ministre. Je ne veux pas qu'on se débarrasse de moi avec des engagements aussi diaphanes que ceux-là? Nous voulons savoir, comme le demande le *Chronicle* de Québec, s'il y a quelqu'un à Ottawa qui s'en soucie.

● (8.40 p.m.)

Je pensais qu'on pourrait peut-être invoquer une raison que nous ne pouvions comprendre. Le ministre a fait connaître franchement son opinion, disant que des petites économies seraient réalisées. Jusqu'à maintenant, nous ne nous sommes jamais servi de ce camp pour le tir d'obus de mortier. Pourquoi maintenant, alors? Hier soir, le ministre dénigrait sir Sam Hughes. Je tiens à préciser que sir Sam Hughes a réuni à Valcartier, en 1914, la plus grande concentration de forces qui ait existé à cette époque dans aucune partie de l'empire à l'extérieur du Royaume-Uni. Les intéressés étaient venus de toutes les parties du Canada, et leurs descendants sont à Valcartier depuis lors. Sûrement, en 1966, ils ne devraient pas être traités comme un cheptel et déplacés au gré des ministres, des hauts fonctionnaires du ministère ou d'officiers de l'armée qui attachent plus d'importance à

[Le très hon. M. Diefenbaker.]

l'économie de quelques dollars en déplaçant un petit nombre de ces hommes qui se trouvaient dans ce camp.

J'ai l'intention de voir si on fait passer les ordres administratifs avant les valeurs humaines, car c'est bien ce qu'on a fait ici. Personne ne va les voir. Ils se plaignent, ils écrivent des lettres et ils reçoivent pour toute réponse le genre de lettre que j'ai citée tantôt. Personne ne va les voir. Après tout, que représentent 25 familles sur une population de 20 millions! Le Parlement ne peut pas permettre ce genre de chose. Je fais appel au premier ministre, parce que toute personne traitée injustement dans le monde entier nous préoccupe. Accordons maintenant aux Canadiens, une bonne fois, les mêmes égards que nous manifestons toujours pour les gens dans d'autres parties du monde. Ces Canadiens ont droit à notre considération.

[Français]

**L'hon. M. Cadieux:** Monsieur le président, j'ai justement en main les bleus qui ont trait à ma dernière déclaration—non à la première parce que j'en ai fait une avant l'ajournement du dîner—où je répondais à l'honorable député de Winnipeg-Sud-Centre (M. Churchill).

Je lis textuellement cette déclaration:

J'ai rappelé à l'honorable député que j'avais déjà eu des conversations avec les gens intéressés et que, depuis, des fonctionnaires avaient entrepris des négociations avec eux...

Quand on dit que personne n'est allé les voir, c'est faux.

...et que depuis ce temps-là, je n'en avais pas entendu parler, mais que j'étais prêt à réexaminer toute cette question, et à trouver le moyen d'apporter une solution qui soit adéquate...

Et j'ai même employé le terme «équitable», ...pour ces gens-là.

Je suis très disposé à recommencer.

Faut-il être plus explicite, monsieur le président? Je me demande ce que ces mots-là veulent dire? Est-ce que l'honorable chef de l'opposition (M. Diefenbaker) est le seul qui ait vraiment l'intérêt des gens à cœur?

Est-ce qu'on pense, par exemple, que toutes ces expropriations de propriétés privées, nous les faisons froidement, sans qu'elles soient acceptées de personne, sans considérer les cas spéciaux que nous avons à envisager?

Les gens de Shannon, je les respecte, et je respecte ce qu'ils représentent au Canada. Ils ont fait une intervention auprès du ministère; et nous avons fait tout en notre pouvoir pour essayer d'arriver à satisfaire leurs légitimes aspirations.

Un problème nouveau se présente, et nous répétons que nous sommes prêts à recommencer. Que peut-on faire de plus? Je ne pense pas qu'on puisse demander davantage